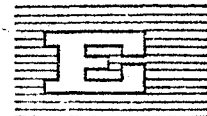


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

SECTION DES REFERENCES
COPIE D'ARCHIVES
A RENDRE AU SE



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1467
24 février 1981
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-septième session
Point 13 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS
LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 24 février 1981, adressée au Président
de la Commission des droits de l'homme (trente-septième session)
par le chef de la délégation des Etats-Unis d'Amérique

Au titre du point 13 de son ordre du jour, la Commission des droits de l'homme examinera la situation des droits de l'homme en El Salvador, où le régime actuel tente de se défendre contre des attaques terroristes venant à la fois de la droite et de la gauche. L'ingérence d'Etats communistes, comprenant notamment des fournitures massives d'armes aux insurgés terroristes, a récemment entraîné une détérioration brutale de la situation en ce qui concerne la sécurité, qui entraîne à son tour des violations accrues des droits de l'homme de personnes innocentes.

Mon Gouvernement a récemment publié de nouvelles preuves d'une ingérence dans les affaires intérieures d'El Salvador. Un résumé des constatations de mon Gouvernement est joint à la présente lettre.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre, ainsi que le document qui y est annexé, au titre du point 13 de l'ordre du jour.

Le chef de la délégation
des Etats-Unis d'Amérique

(Signé) Michael Novak

INGERENCE COMMUNISTE EN EL SALVADORRESUME

Le présent rapport spécial révèle des preuves certaines de l'appui militaire clandestin que l'Union soviétique, Cuba et leurs alliés communistes accordent aux guérillas marxistes-léninistes qui combattent actuellement pour renverser le gouvernement établi d'El Salvador. Ces preuves comprennent des documents de la guérilla qui ont été saisis, ainsi que du matériel de guerre, et elles sont corroborées par des rapports de services de renseignements; elles mettent en évidence le rôle central joué par Cuba et d'autres pays communistes depuis 1979 dans l'unification politique, la direction militaire et l'équipement en armes des forces insurgées en El Salvador.

D'après les documents, il est possible de déterminer chronologiquement les étapes essentielles du développement de l'ingérence communiste :

- Le rôle tutélaire direct joué par Fidel Castro et le Gouvernement cubain à la fin de 1979 et au début de 1980 dans la constitution d'un front unifié des diverses factions de la guérilla salvadorienne.
- L'assistance et les conseils fournis aux guérillas pour la planification de leurs opérations militaires.
- La série de contacts qui ont eu lieu entre des dirigeants communistes salvadoriens et de hauts fonctionnaires de plusieurs Etats communistes, qui ont abouti à l'engagement de fournir aux insurgés près de 800 tonnes d'armes et d'équipement ultra-modernes.
- La fourniture secrète à El Salvador d'environ 200 tonnes de ces armes, essentiellement par l'intermédiaire de Cuba et du Nicaragua, pour préparer "l'offensive générale" de la guérilla de janvier 1981, qui a échoué.
- Les efforts communistes importants visant à "camoufler" leur ingérence en fournissant essentiellement des armes de fabrication occidentale.

Il est évident qu'au cours de l'année écoulée, l'insurrection en El Salvador a progressivement été transformée en un nouveau cas d'agression armée indirecte des puissances communistes, agissant par l'intermédiaire de Cuba, contre un petit pays du tiers monde.

Les Etats-Unis estiment qu'il est de la plus haute importance que le peuple américain et la communauté mondiale soient conscients de la gravité des actes de Cuba, de l'Union soviétique et d'autres Etats communistes qui sont engagés dans ce qui apparaît clairement comme un effort bien coordonné et dissimulé visant à renverser le gouvernement établi d'El Salvador et à imposer à sa place un régime communiste ne reposant sur aucune base populaire.

I. UN CAS D'INGERENCE MILITAIRE COMMUNISTE DANS LE TIERS MONDE

La situation en El Salvador constitue un cas extrêmement familier d'ingérence militaire communiste de la part de l'Union soviétique, de Cuba et d'autres Etats dans un pays du tiers monde victime de troubles politiques. En fournissant des armes, une formation et une direction à l'insurrection locale, et en l'appuyant par une campagne de propagande mondiale, les communistes ont intensifié et élargi le conflit, considérablement accru les souffrances du peuple salvadorien, et abusé une grande partie de l'opinion mondiale quant à la véritable nature de la révolution.

Leur objectif en El Salvador comme ailleurs est de parvenir - au moindre coût pour eux-mêmes - à renverser le gouvernement établi et à imposer un régime communiste qui leur soit favorable, au mépris de la volonté du peuple salvadorien.

Les guérillas : leur tactique et leur propagande

L'extrême gauche salvadorienne, qui comprend le Parti communiste d'El Salvador (PCES), établi de longue date, et plusieurs groupes armés d'origine plus récente, s'est engagée de plus en plus depuis 1976 dans la recherche d'une solution militaire. Une campagne de terrorisme - pose de bombes, assassinats, enlèvements et prises d'ambassade - a perturbé la vie nationale et coûté la vie à de nombreux innocents.

En 1980, les factions de l'extrême gauche qui étaient jusqu'alors dispersées ont convenu de coordonner leurs actions pour appuyer un plan de bataille militaire conjoint élaboré avec l'assistance de Cuba. Comme condition préalable à une aide cubaine à grande échelle, les dirigeants de la guérilla salvadorienne, réunis au mois de mai à La Havane, ont constitué tout d'abord le Directorate révolutionnaire unifié (DRU), en tant qu'organe exécutif central pour la planification politique et militaire, puis, vers la fin de 1980, le Front de libération populaire Farabundo Marti (FMLN), en tant qu'organe chargé de coordonner les organisations de guérilla. Une organisation de couverture, le Front démocratique révolutionnaire (FDR), a aussi été constitué pour assurer la propagande à l'étranger. Pour préserver les apparences, trois petits partis politiques non marxistes-léninistes ont été inclus dans le Front, mais ils ne sont pas représentés au DRU.

Les guérillas salvadoriennes, parlant par l'intermédiaire du FDR, sont parvenues à abuser de nombreuses personnes quant aux événements qui se déroulent en El Salvador. Elles ont été aidées en cela par le Nicaragua et par les réseaux mondiaux de propagande de Cuba, de l'Union soviétique et d'autres pays communistes.

La propagande des guérillas vise à légitimer leurs actes de violence et à dissimuler l'aide communiste qui leur permet de s'y livrer. D'autres objectifs essentiels de cette propagande sont aussi de discréditer le Gouvernement salvadorien, de donner une image fallacieuse de la politique et des actions des Etats-Unis, et de donner l'impression que le mouvement révolutionnaire jouit de l'appui de l'immense majorité de la population.

Voici quelques exemples, repris par les moyens d'information cubains, soviétiques et nicaraguayens, d'abus extrêmes de leur propagande :

- Les Etats-Unis auraient des bases militaires et plusieurs centaines de soldats en El Salvador (les Etats-Unis n'ont aucune base dans le pays, et l'effectif de leur personnel militaire est inférieur à 50);
- Les forces de sécurité du gouvernement seraient responsables de la mort de la plupart des 10 000 personnes tuées en 1980 (dans leurs propres rapports, en 1980, les guérillas elles-mêmes ont dit avoir tué près de 6 000 personnes, y compris des "informateurs" non combattants, ainsi que des autorités gouvernementales et militaires).

Outre leurs activités de propagande par l'intermédiaire des moyens d'information, Cuba et l'Union soviétique appuient la cause des insurgés dans les réunions internationales et auprès des gouvernements et des dirigeants de l'opinion étrangère.

Cuba dispose d'un réseau efficace pour introduire et faire connaître des représentants de la gauche salvadorienne dans le monde entier. La Havane et Moscou exercent aussi des pressions indirectes sur certains gouvernements pour les amener à appuyer les révolutionnaires salvadoriens, en mobilisant les groupes communistes locaux.

II. L'INTERVENTION MILITAIRE COMMUNISTE : CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

Avant septembre 1980, les divers groupes de guérilla en El Salvador étaient mal coordonnés et mal équipés et leur armement était composé de pistolets et d'une panoplie hétéroclite de fusils pour la chasse au gros gibier et de fusils de chasse ordinaires. A l'époque, les insurgés se procuraient des armes essentiellement en les achetant sur les marchés internationaux, en s'adressant aux négociants qui avaient contribué à fournir des armes aux sandinistes au Nicaragua.

En janvier 1981, lorsque les groupes de guérilla ont lancé leur "offensive générale", ils disposaient d'un assortiment impressionnant d'armes modernes et de matériel d'appui jamais auparavant utilisés en El Salvador, ni par les insurgés, ni par les militaires. Des fusils belges Fal, des fusils allemands G-3, des fusils américains M-1 et M-16 et des fusils AR-15 semi-automatiques et automatiques, ainsi que des armes israéliennes - le pistolet-mitrailleur UZI et le fusil d'assaut Galil - figuraient dans leur arsenal. En outre, on sait qu'ils possèdent des mitrailleuses de calibre 30 à 50 (8,30 à 12,5 mm), des mitrailleuses américaines M-60, des grenades à main américaines et soviétiques, des lance-grenades M-79 (américains) et RPG (chinois), des armes légères antichar américaines M-72, et des mortiers de 81 mm. D'après les munitions capturées, il semble que les guérillas possèdent des mortiers de 60 mm et 82 mm et des canons sans recul de 57 mm et 75 mm.

Des preuves obtenues récemment nous ont permis de déterminer le rôle central joué par Cuba, d'autres pays communistes et divers Etats radicaux dans l'unification politique et la direction militaire des forces insurgées en El Salvador, ainsi que pour ce qui est de les avoir équipées, en moins de six mois, d'une panoplie d'armes modernes qui leur a permis de lancer une offensive appuyée par un armement considérable.

Ces informations, que nous jugeons irréfutables, ont été acquises au cours de l'année écoulée. Cependant, de nombreux détails importants ont pu être élucidés grâce aux documents des groupes de guérilla eux-mêmes. Deux caches particulièrement importantes de documents, appartenant au Parti communiste d'El Salvador (PCES) et à l'Armée révolutionnaire populaire (ERP), ont été découvertes en novembre 1980 et janvier 1981, respectivement. Parmi la masse de documents capturés figurent des plans de bataille, ainsi que des lettres et des comptes rendus de réunions et de voyages, parfois chiffrés ou utilisant des mots de code. Une fois déchiffrés et confrontés aux preuves émanant d'autres sources d'information, ces documents mettent en lumière l'enchaînement des événements qui ont abouti à l'offensive déclenchée par les guérillas en janvier. Ce qui apparaît, c'est un tableau extrêmement troublant d'actions systématiques parallèles et coordonnées menées par un certain nombre de pays communistes et quelques pays radicaux déterminés à imposer une solution militaire.

Le rôle des Cubains et des communistes dans la préparation et l'organisation de "l'offensive générale" qui a échoué au début de l'année en cours est décrit dans la chronologie ci-après, fondée sur le contenu des documents capturés et sur des informations provenant d'autres sources.

Chronologie : les premières étapes

La chronologie de l'appui extérieur commence au début de 1979. En lui adressant leurs "salutations fraternelles et révolutionnaires" dans une lettre datée du 16 décembre 1979, des membres du Parti communiste d'El Salvador, de la Résistance

nationale (FARN) et du Front populaire de libération (FPL) remercient Fidel Castro de son aide, ainsi que de "l'aide des camarades de votre parti ... grâce à la signature d'un accord qui établit des bases très solides sur lesquelles nous commençons à asseoir notre coordination et l'unité de notre organisation". La lettre, écrite à La Havane, est signée par des dirigeants de ces trois organisations révolutionnaires.

Lors d'une réunion tenue à l'ambassade de Hongrie à Mexico, en avril 1980, des dirigeants de la guérilla ont formulé certaines "demandes" (probablement pour obtenir des armes). Assistaient à la réunion des représentants de la République démocratique allemande, de la Bulgarie, de la Pologne, du Viet Nam, de la Hongrie, de Cuba et de l'Union soviétique.

Dans des notes prises lors d'une réunion du Parti communiste d'El Salvador, tenue le 28 avril 1980, Shafik Handal, dirigeant du Parti, mentionne la nécessité "d'accélérer la réorganisation et de mettre le Parti sur pied de guerre". Il ajoute : "Je suis d'avis de profiter des possibilités d'assistance qu'offre le camp socialiste. Je pense que leur attitude est magnifique. Nous n'en profitons pas encore". Se référant à l'unification du mouvement armé, il affirme : "L'idée de faire participer tout le monde dans la région a déjà été suggérée à Fidel lui-même". Handal fait allusion à la notion d'unification et note : "Fidel a pensé que l'idée était bonne".

Contacts de la guérilla à La Havane

Du 5 au 8 juin 1980, des dirigeants de la guérilla salvadorienne signalent des réunions au Honduras, au Guatemala, au Costa Rica et au Nicaragua. Ils se rendent à La Havane et y ont plusieurs entretiens avec Fidel Castro; les documents mentionnent également un entretien à La Havane avec M. Erich Honecker, Président de la République démocratique allemande (RDA). Pendant son séjour à La Havane, la direction de la guérilla salvadorienne rencontre à deux reprises la Direction cubaine des opérations spéciales (DOE, section du Ministère cubain de l'intérieur responsable des opérations clandestines et des forces spéciales) pour discuter des plans militaires de la guérilla. Elle rencontre aussi le "chef des communications" de Cuba. Pendant cette période (fin mai 1980), l'Armée révolutionnaire populaire (ERP) est admise dans la coalition des guérillas après les négociations de La Havane. La coalition prend alors le nom de Directeurat révolutionnaire unifié (DRU) et rencontre à trois reprises Fidel Castro.

Après la réunion de La Havane, Shafik Handal quitte La Havane le 30 mai 1980 pour Moscou. Les autres dirigeants de la guérilla salvadorienne se trouvant à La Havane partent pour Managua. Pendant leur séjour, qui a lieu au début juin, les dirigeants du DRU ont des entretiens avec les dirigeants révolutionnaires (sandinistes) nicaraguayens et discutent : 1) de la mise en place d'un quartier général avec "toutes les mesures de sécurité"; 2) d'un "secteur international d'opérations contrôlé par eux" (c'est-à-dire par les sandinistes); et 3) de la volonté des sandinistes "d'apporter un concours matériel" et d'adopter "la cause salvadorienne comme leur propre cause". La réunion s'est achevée par un "dîner chez Umberto" (il s'agit probablement du dirigeant sandiniste Umberto Ortega).

Les voyages du dirigeant du Parti communiste salvadorien dans les pays de l'Est

Du 2 juin au 22 juillet 1980, Shafik Handal se rend en URSS, au Viet Nam, en RDA, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Hongrie et en Ethiopie pour obtenir des armes et solliciter une aide pour le mouvement.

Le 2 juin 1980, Handal a un entretien à Moscou avec Mikhail Koudachkine, Directeur adjoint de la section d'Amérique latine au Département des affaires étrangères du Comité central du PCUS. Koudachkine suggère à Handal d'aller au Viet Nam pour demander des armes et propose de payer les frais de voyage de Handal.

Poursuivant son voyage entre le 9 et le 15 juin, Handal se rend au Viet Nam où il est reçu par Le Duan, Secrétaire général du Parti communiste vietnamien, Xuan Thuy, membre du secrétariat du Comité central du Parti communiste, et Tran Van Quang, Vice-Ministre de la défense nationale. Les Vietnamiens acceptent de fournir 60 tonnes d'armes en tant que "première contribution". Handal ajoute que "le camarade a demandé à l'URSS d'organiser le transport par avion".

Handal séjourne en République démocratique allemande du 19 au 24 juin 1980; il y est reçu par Hermann Axen, membre du Bureau politique de la RDA. Axen indique que la RDA a déjà envoyé 1,9 tonne de fournitures à Managua.

Le 21 juillet, Honecker, dirigeant de la RDA, écrit à l'ambassade de la RDA à Moscou en précisant que des fournitures supplémentaires seront envoyées et que la RDA organisera une formation militaire, plus particulièrement en ce qui concerne les opérations clandestines. Dans le télégramme de la RDA, il est en outre indiqué que Berlin ne possède pas d'armes de fabrication occidentale (ce sont ces armes que les guérilleros salvadoriens cherchent à se procurer), mais que des efforts seront faits pour trouver une "solution" à ce problème. (Note : cette insistance pour obtenir des armes occidentales traduit le désir de s'assurer la possibilité d'un démenti plausible).

Du 24 au 27 juin, Handal se rend en Tchécoslovaquie où il est reçu par Vasil Bilak, deuxième Secrétaire du Parti communiste tchèque. Bilak déclare qu'il sera livré des armes tchèques se trouvant sur le marché mondial pour qu'il ne soit pas possible de remonter à la Tchécoslovaquie comme pays ayant donné les armes. Le transport sera coordonné avec la RDA.

Handal se rend en Bulgarie du 27 au 30 juin 1980. Il est reçu par Dimitri Stanichev, membre du secrétariat du Comité central. Les Bulgares acceptent de fournir des armes d'origine allemande et d'autres matériels; ici encore, la tentative de dissimuler les sources apparaît clairement.

En Hongrie, du 30 juin au 3 juillet 1980, Handal est reçu par Janos Kadar, Secrétaire général du Parti communiste, et par "Gesel" (il s'agit probablement d'Andras Gyenes, secrétaire du Comité central pour les affaires étrangères). Ce dernier propose des radios et autres matériels et indique que la Hongrie est disposée à envoyer des armes à l'Ethiopie ou à l'Angola afin d'obtenir pour les guérillas salvadoriennes des armes d'origine occidentale. Gesel promet de régler lui-même la transaction avec les Ethiopiens et les Angolais, "car nous voulons participer à la fourniture de cette aide". De plus, Handal obtient la promesse de 10 000 uniformes qui seront fabriqués par les Hongrois conformément aux spécifications communiquées par lui.

Handal séjourne ensuite en Ethiopie, du 3 au 6 juillet. Il rencontre le Président Mengistu et reçoit un "accueil chaleureux". Mengistu propose "plusieurs milliers d'armes", notamment 150 mitraillettes Thompson avec 300 chargeurs, 1 500 fusils M-1, 1 000 fusils M-14, et des munitions pour ces armes. En outre, les Ethiopiens acceptent de fournir toutes les pièces de rechange nécessaires pour ce matériel.

Handal retourne à Moscou le 22 juillet 1980 et est de nouveau reçu par Mikhail Koudachkine. Le dirigeant soviétique demande si 30 jeunes communistes qui font actuellement des études en URSS pourraient participer à la guerre en El Salvador. Avant de quitter Moscou, Handal reçoit l'assurance que les Soviétiques acceptent en principe de transporter les armes vietnamiennes.

Autres contacts au Nicaragua

Le 13 juillet, des représentants du DRU arrivent à Managua pendant les préparatifs des cérémonies qui doivent marquer le premier anniversaire du renversement de Somoza. Les dirigeants du DRU attendent jusqu'au 23 juillet pour rencontrer le "camarade Bayardo" (il s'agit probablement de Bayardo Arce, membre de la direction sandiniste). Ils se plaignent que les sandinistes semblent restreindre leurs contacts avec les hautes personnalités internationales en visite dans le pays et exigent que toutes les facilités d'accès leur soient assurées. Pendant la réunion, Arce promet des munitions aux guerrilleros et organise pour eux un entretien avec la "Commission militaire" sandiniste. Arce indique que, tenant compte du fait que les guérillas vont recevoir certaines armes fabriquées par les pays communistes, l'Armée sandiniste (EPS) envisagera la possibilité d'absorber quelques-unes de ces armes et de fournir en échange aux Salvadoriens des armes de fabrication occidentale qui se trouvent en sa possession. (Au mois de janvier 1981, l'Armée populaire sandiniste a effectivement remplacé des armes de fabrication américaine par des armes provenant d'Union soviétique et d'Europe orientale).

Le 22 juillet 1980, le représentant du DRU rencontre également le dirigeant de l'OIP Yasir Arafat, qui se trouve au Nicaragua. Arafat promet du matériel militaire, y compris des armes et des avions. (Un dirigeant de la guerrilla salvadorienne a rencontré des dirigeants du FATAH à Beyrouth en août et en novembre et l'OIP a formé au Proche-Orient et au Nicaragua des Salvadoriens spécialement sélectionnés).

Le 27 juillet, la délégation de l'état-major général de la guerrilla quitte Managua pour la Havane où des "spécialistes" cubains mettent la dernière main aux plans militaires élaborés en mai à La Havane.

Les livraisons d'armes débutent à la mi-août 1980 : le voyage d'affaires entrepris par Shafik Handal pour se procurer des armes commence à porter ses fruits. Le 15 août 1980, les armes éthiopiennes sont expédiées à Cuba. Les 60 tonnes d'armes américaines capturées, qui ont été expédiées du Viet Nam, doivent arriver à Cuba trois semaines plus tard.

A la suite du voyage effectué en Iraq au début de l'année par une délégation salvadorienne, les guerrillas reçoivent un don de 500 000 dollars au titre de l'appui logistique. Les fonds sont distribués aux sandinistes au Nicaragua et en El Salvador.

A la mi-septembre, des quantités substantielles d'armes promises à Handal sont en route pour Cuba et le Nicaragua. Le coordonnateur des services logistiques de la guérilla, qui se trouve au Nicaragua, indique à l'état-major général commun, le 26 septembre, que 130 tonnes d'armes et autres matériels militaires fournis par les pays communistes sont arrivés au Nicaragua pour être expédiés en El Salvador. D'après les documents saisis, ces livraisons représentent le sixième des matériels que les pays communistes se sont engagés à fournir aux guérillas.

(Note : Pour se faire une idée de l'ampleur de cet engagement, l'offre vietnamienne, qui portait sur 60 tonnes seulement, comprenait 2 millions de cartouches de fusil et de mitrailleuse, 14 500 obus de mortier, 1 620 fusils, 210 mitrailleuses, 48 mortiers, 12 lance-roquettes et 192 pistolets.)

En septembre et en octobre, le nombre des vols entre Cuba et le Nicaragua s'est fortement accru. Ces vols avaient une capacité de transport représentant plusieurs centaines de tonnes de fret.

En septembre, malgré les appels des guérillas, les sandinistes suspendent pour un mois leurs livraisons d'armes à El Salvador à la suite d'une protestation adressée au Nicaragua par le Gouvernement des Etats-Unis au sujet du trafic d'armes.

Lorsque les livraisons reprennent en octobre, 120 tonnes d'armes et de matériel au moins sont encore en attente au Nicaragua, et de 300 à 400 tonnes à Cuba. En raison des difficultés que pose l'acheminement de telles quantités d'armes par voie terrestre, le Nicaragua, avec l'appui de Cuba, organise un pont aérien pour transporter ces armes par avion en El Salvador. En novembre, 2,5 tonnes d'armes sont ainsi livrées par avion avant que des accidents n'imposent une brève interruption du pont aérien.

En décembre, les guérillas salvadoriennes, encouragées par Cuba, commencent à établir des plans en vue d'une offensive générale pour le début de 1981. Afin de fournir l'appui renforcé indispensable, les sandinistes rétablissent le pont aérien entre le Nicaragua et El Salvador. Les insurgés salvadoriens protestent en faisant observer qu'ils ne peuvent absorber cette quantité accrue d'armes, mais les membres du Bureau de liaison de la guérilla à Managua insistent pour qu'ils redoublent d'efforts, étant donné que plusieurs nations d'Europe orientale fournissent une aide sans précédent.

Une station de radio révolutionnaire opérant au Nicaragua - Radio libération - commence à émettre vers El Salvador le 15 décembre 1980. Elle exhorte la population à organiser un soulèvement massif contre le gouvernement. (Il est fait mention, dans les documents saisis, du fait que les sandinistes prennent à leur charge une partie des dépenses d'une station de radio révolutionnaire.)

Le 24 janvier 1981, un Cessna venu du Nicaragua s'écrase au décollage, en El Salvador, après avoir débarqué des passagers et peut-être aussi des armes. Un deuxième avion est intercepté par les forces aériennes salvadoriennes qui se saisissent du pilote et de nombreuses armes. Le pilote reconnaît être employé par la compagnie aérienne nationale du Nicaragua et admet que l'aéronef est initialement parti de l'aéroport international Sandino, à Managua. Il reconnaît en outre avoir effectué antérieurement deux livraisons d'armes.

L'approvisionnement par la voie aérienne joue un rôle capital, mais l'infiltration par terre et par mer se poursuit également. De petites vedettes qui opèrent à partir de plusieurs ports nicaraguayens de la côte Pacifique traversent le Golfe de Fonseca la nuit, transportant des armes, des munitions et du personnel. Au cours de l'offensive générale du 13 janvier, plusieurs douzaines de guérilleros fortement armés ont débarqué sur la côte sud-est d'El Salvador, dans le Golfe de Fonseca qui borde le Nicaragua.

Les expéditions d'armes par voie de terre se poursuivent également à partir du Nicaragua et du Costa Rica, via le Honduras. A la mi-janvier, les forces de sécurité honduriennes mettent à jour une opération d'infiltration d'armes en provenance du Nicaragua, menée par des Salvadoriens sous la direction de Cubains.

On découvre alors une remorque transportant des armes et des munitions destinées aux guérillas salvadoriennes, notamment 100 fusils américains du type M-16 et des munitions pour mortier de 81 mm. Ces armes font partie des expéditions vietnamiennes; un examen des M-16 montre que plusieurs de ces fusils ont été envoyés à des unités américaines au Viet Nam, où ils sont tombés aux mains de l'ennemi ou ont été abandonnés par ces unités au moment du retrait. Il se peut que, par cette filière, une quantité d'armes représentant le chargement de cinq camions soit parvenue aux guérillas salvadoriennes.

Disposant d'armes et de matériel, les insurgés salvadoriens voient leur potentiel militaire sensiblement accru. Alors que les combats faisaient rage dans tout le pays, au cours de "l'offensive générale" déclenchée le 10 janvier, il est rapidement apparu que le DRU ne pouvait manifestement pas maintenir ce degré de violence sans subir de lourdes pertes en hommes. A la fin du mois de janvier, les dirigeants du DRU ont apparemment décidé d'éviter toute confrontation directe avec les forces gouvernementales et de revenir à la tactique terroriste des activités sporadiques de guérilla propres à réduire les risques de pertes importantes en vies humaines.

III. L'OBJECTIF DU GOUVERNEMENT : ASSURER L'ORDRE ET LA DEMOCRATIE

El Salvador est, en Amérique centrale, le pays ayant la plus faible superficie et la plus forte densité de population. Depuis l'accession à l'indépendance en 1838, l'instabilité politique et la répression y sévissent à l'état chronique; la pauvreté est très répandue, la richesse et le pouvoir étant concentrés dans les mains de quelques familles. Des progrès considérables ont certes été accomplis sur le plan économique au cours des années 60, mais le système politique reste dominé par une élite économique traditionnelle, s'appuyant sur les militaires. Durant les années 70, tant les doléances légitimes des pauvres et des habitants privés de terre que les aspirations croissantes des classes moyennes qui gagnaient en importance se sont heurtées à une répression de plus en plus rigoureuse. El Salvador est depuis longtemps un pays où règne la violence et où les différends politiques, économiques et privés débouchent fréquemment sur l'homicide.

Le gouvernement actuel. Conscients de la nécessité de changements et angoissés par la perspective d'un chaos comme celui que connaît le Nicaragua, les éléments progressistes salvadoriens - militaires et civils - ont renversé le régime autoritaire du général Carlos Humberto Romero, en octobre 1979, et évincé près de 100 officiers supérieurs conservateurs.

Après une période initiale de flottement, le nouveau gouvernement s'est stabilisé autour d'une coalition groupant des militaires qui avaient participé au coup d'Etat d'octobre 1979, le parti démocrate-chrétien et des civils indépendants. Depuis mars 1980, cette coalition a entrepris d'importantes réformes sociales : transformation des grands domaines en coopératives d'agriculteurs, distribution de terres aux fermiers, ainsi que nationalisation du commerce extérieur et du système bancaire.

Quatre groupes de guérilla d'obédience marxiste-léniniste s'opposent par la violence et le terrorisme au Gouvernement salvadorien et à ses réformes. Trois petits partis politiques ne se réclamant pas du marxisme-léninisme - dont un parti social-démocrate - travaillent avec les organisations de guérilla et leurs prête-noms politiques, par l'intermédiaire du Front démocratique révolutionnaire (FDR), qui mène la plupart de ses activités en dehors du territoire salvadorien.

Le Gouvernement salvadorien - que dirige depuis décembre dernier José Napoleon Duarte, estimé démocrate-chrétien auquel les militaires ont barré l'accès du pouvoir lors des élections présidentielles de 1972 - se heurte à l'opposition armée de l'extrême-droite, aussi bien que de la gauche. Exploitant leurs liens traditionnels avec les forces de sécurité et aussi la tendance de certains membres desdites forces à abuser de leur pouvoir, quelques riches Salvadoriens touchés dans leurs intérêts par les réformes du Gouvernement Duarte ont favorisé les activités terroristes contre les partisans des réformes agraire et bancaire et contre le gouvernement lui-même.

Une relation symbolique s'est établie entre les pratiques terroristes des extrémistes et de la gauche et de la droite. Des milliers de personnes ont été tuées sans distinction de classe, de croyances, de nationalité ou d'appartenance politique. Avec l'assassinat sauvage et encore inexpliqué de quatre religieuses américaines, en décembre, et de deux syndicalistes américains, en janvier, des ressortissants des Etats-Unis sont venus grossir les rangs des victimes de cette effroyable violence. Les Etats-Unis ont clairement fait savoir qu'ils souhaitaient une enquête approfondie concernant ces meurtres et le châtement des coupables.

Malgré une résistance acharnée à droite comme à gauche, le Gouvernement Duarte a poursuivi la mise en oeuvre de son programme de réformes et adopté des mesures d'urgence en vue d'alléger les souffrances des pauvres, par le biais de travaux publics, de projets de logement et d'une aide aux communautés marginales. Sur le plan politique, il a offert l'amnistie à ses adversaires, prévu des élections à une assemblée constituante en 1982 et pris l'engagement de transférer le pouvoir à un gouvernement élu par le peuple, à la fin du premier semestre de 1983 ou plus tard.

Les efforts déployés par le gouvernement pour restaurer l'ordre ont aussi été entravés par la quasi-dislocation du dispositif d'application des lois et du système judiciaire, ainsi que par l'absence d'une administration efficace.

L'introduction des réformes - dont certaines sont aujourd'hui manifestement irréversibles - a fait perdre du terrain, dans l'opinion publique, à ceux qui prétendent que le recours à la violence peut seul assurer le changement. Peu de Salvadoriens participent aux manifestations anti-gouvernementales. Les nombreux appels à la grève générale lancés par les guérillas au milieu et à la fin de 1980 sont restés sans écho. En outre, le Gouvernement Duarte a indiqué qu'il était disposé à négocier les modalités de l'évolution politique future avec les éléments démocratiques de toutes les forces d'opposition - notamment et surtout en acceptant l'offre du Conseil des évêques d'El Salvador de faire office de médiateur entre le gouvernement et le FDC.

Au total, le Gouvernement Duarte s'emploie sans relâche et non sans succès à résoudre les graves problèmes politiques, sociaux et économiques qui sont au premier plan des préoccupations du peuple salvadorien.

Appui des Etats-Unis

Dans la ferme option qu'il a prise en faveur de la réforme et de la démocratie, le Gouvernement salvadorien a, depuis la révolution d'octobre 1979, l'appui politique des Etats-Unis. Notre souci premier étant d'aider le peuple d'El Salvador, notre assistance a été essentiellement de caractère économique. En 1980, les Etats-Unis ont consacré près de 56 millions de dollars, au titre de l'AID, à l'action en vue d'améliorer la situation dans laquelle les troubles et l'extrémisme ont leurs racines profondes. Cette assistance a contribué à créer des emplois, à nourrir ceux qui ont faim, à améliorer les conditions de santé, de logement et d'éducation, ainsi qu'à faciliter les réformes entreprises pour ouvrir et moderniser l'économie d'El Salvador. Les Etats-Unis continueront à oeuvrer, aux côtés du Gouvernement salvadorien, pour le progrès économique, la justice sociale et la paix.

Les problèmes d'El Salvador doivent être résolus par les Salvadoriens eux-mêmes et sans recours à la violence; c'est pourquoi les Etats-Unis ont soigneusement limité leur soutien militaire. En janvier, les preuves d'une intervention communiste se faisant de plus en plus nombreuses, le Président Carter a été contraint d'autoriser une reprise des envois d'armes et de munitions à El Salvador, totalement interrompus depuis 1977.

IV. QUELQUES CONCLUSIONS

Il est hors de doute, au vu de ce qui précède :

- Que l'insurrection salvadorienne s'accompagne aujourd'hui d'une importante participation d'Etats communistes en dehors de l'Amérique latine.
- Que l'orientation politique, l'organisation et l'armement des insurgés sont coordonnés et dirigés dans une très large mesure par Cuba, avec le soutien actif de l'Union soviétique, de l'Allemagne orientale, du Viet Nam et d'autres Etats communistes.
- Que les livraisons massives d'armes aux guérillas salvadoriennes par ces Etats doivent être appréciées compte tenu du fait qu'entre 1977 et janvier 1981 les Etats-Unis n'ont absolument pas fourni d'armes ou de munitions aux forces armées salvadoriennes.
- Qu'un énorme effort a été fait pour "couvrir" cette opération en fournissant des armes de fabrication occidentale et en aidant une organisation de façade, connue sous le nom de Front démocratique révolutionnaire (FDR), à recueillir l'appui politique de milieux non communistes par le biais de la propagande.
- Que s'il est vrai que quelques Etats non communistes ont aussi apporté une aide matérielle, l'organisation et la fourniture effective de cette aide, tout comme les expéditions massives d'armes, sont entre les mains de réseaux placés sous contrôle communiste.
- Qu'en résumé, l'insurrection en El Salvador est progressivement devenue, durant l'année écoulée, un cas type d'agression armée indirecte des puissances communistes, agissant par l'intermédiaire de Cuba.